

Le mouvement révolutionnaire en Amérique¹

La terreur blanche

Il y a deux ans, les Etats-Unis faisaient encore la guerre. Les leaders de la Fédération Américaine du Travail (*American Federation of Labor*), ayant à leur tête [M. Samuel Gompers](#), avaient mis au service du gouvernement le concours des trade unions, et parcouraient l'Europe où ils défendaient la cause du capitalisme international et cherchaient à détruire l'esprit révolutionnaire, toujours croissant, des ouvriers du vieux continent. Tout comme en Angleterre, les trade-unions américaines avaient renoncé à une grande partie de leurs droits et privilèges, et confié leurs intérêts à une institution gouvernementale d'arbitrage, dénommée *War Labour Board* (Ministère du Travail de Guerre). Selon toute évidence, les trade unions américaines étaient foncièrement patriotiques : elles achetaient des millions de dollars de « bons de la liberté » et faisaient des dons au profit de la Croix-Rouge, de l'Y.M.C.A.² et d'autres institutions de bienfaisance militaires ; elles assaillaient les personnes qui refusaient de se mettre debout quand les orchestres exécutaient l'hymne national américain.

Il semblait donc que tout esprit d'opposition à la guerre fût détruit. Les leaders des partis socialistes, qui avaient été forcés par les tendances révolutionnaires, toujours de plus en plus vives, des soldats, à publier le « Manifeste de Saint-Louis », invitant les ouvriers à faire une campagne active contre la guerre, sabotaient cette campagne d'une façon délibérée. Non seulement, ils n'avaient rien fait pour l'organiser, mais quelques-uns parmi eux approuvaient même ouvertement les mesures et dispositions de guerre du gouvernement. M. Meyer London, le seul membre socialiste du Congrès, a donné lecture de l'adresse officielle du Congrès, célébrant l'anniversaire de l'adhésion de l'Italie à la coalition antigermanique. Les chefs des groupes socialistes de New-York ont voté les fonds nécessaires pour la construction d'un arc de triomphe en l'honneur des troupes rapatriées, et sur lequel se trouvent gravées les victoires américaines, parmi lesquelles figure celle de Mourmansk. Et sur ces entrefaites, des centaines d'ouvriers ont été jetés dans les prisons, rien que pour avoir tenté de mettre en pratique le programme de Saint-Louis : toutes les manifestations socialistes et tous les meetings ont été interdits et les journaux socialistes suspendus.

Les *Industrial Workers of the World* (Union Universelle des Travailleurs Industriels,) — la grande organisation d'ouvriers non spécialistes — furent persécutés sans merci, bien qu'ils ne se prononçassent point officiellement contre la guerre. La bourgeoisie comprenait instinctivement que les I.W.W. présentaient pour elle un grand danger. Quoique aucune loi prohibitive ne fût publiée contre les I.W.W., les membres de cette organisation furent néanmoins partout déclarés hors la loi, arrêtés, maltraités et même tués : 500 mineurs, membres des I.W.W., qui s'étaient mis en grève dans l'Etat d'Arizona, furent déportés dans les régions incultes du pays par les agents des polices privées, au service de la compagnie ; plus de cent leaders des I.W.W. furent condamnés à des peines de détention variant entre quinze et vingt-cinq ans.

Sous la protection du régime de guerre, la bourgeoisie a inauguré un régime de terreur blanche. La loi contre l'espionnage militaire — dont les dispositions visaient tout particulièrement les agents politiques allemands — a été appliquée dans l'intention de détruire les organisations ouvrières et d'envoyer en prison les propagandistes des idées socialistes et des I.W.W. Vers la fin de la guerre, on ne comptait qu'une douzaine d'agents allemands, tout au plus, tombés sous le coup de la susdite loi contre l'espionnage militaire, tandis que des milliers de détenus politiques, américains, dont [Debs](#), Haywood et beaucoup d'autres, se trouvaient incarcérés dans les prisons des Etats-Unis. Au fur et à mesure que la bourgeoisie se rendait consciente de sa force et s'enivrait de son pouvoir, elle attaquait même les leaders conservateurs du Parti Socialiste : Victor Berger, Adolphe Germer, et d'autres membres du Comité Exécutif National, qui furent tous arrêtés et mis sous les verrous. L'auteur de ces lignes lui-même a été, à deux reprises, l'objet d'inculpations de cette nature : une fois notamment pour avoir cité dans un discours un article du *Manchester Guardian* !

Le gouvernement avait autorisé le recrutement d'une garde blanche bourgeoise, toujours dans le même but officiel « de donner la chasse aux espions allemands ». Cette garde était formée de fabricants, de banquiers, d'étudiants et de fonctionnaires ; elle portait diverses dénominations : c'étaient, par exemple, « La Ligue de la Sécurité nationale », « La Ligue de Protection américaine », « La Société pour la Défense de l'Amérique ». « Les Chevaliers de la Liberté », etc. Toutes ces organisations faisaient une guerre implacable, ouverte et secrète, non seulement aux révolutionnaires, mais à tous les propagandistes ouvriers. Leur but était de détruire toutes les organisations ouvrières qui fonctionnaient dans le pays. Dans les fabriques et les usines, elles terrorisaient les ouvriers, en se servant de mouchards, et obtenaient le renvoi de tout ouvrier membre actif d'une trade-union ou d'un parti socialiste. On forçait les ouvriers à acheter les « bons de la liberté », à faire des dons à la Croix-Rouge, le tout sous menace de perdre leur travail en cas d'opposition ; en province, on boycottait et ruinait les fermiers qui refusaient d'acheter des bons de la liberté, en proportion de leurs revenus respectifs.

1 Source : numéro 36 du *Bulletin communiste* (première année), 14 octobre 1920.

2 Association Chrétienne des Jeunes Gens.

Quant aux travailleurs d'origine étrangère, on les persécuta avec un acharnement extraordinaire, et tout particulièrement pendant la période qui suivit la révolution russe. Une loi spéciale fut promulguée, autorisant le gouvernement à expulser du pays tout étranger qui « sympathisera ou fera partie d'une organisation se prononçant pour le renversement du gouvernement actuel ou pour la suppression de la propriété privée ». Sous le coup de cette loi, des centaines d'ouvriers d'origine étrangère furent chassés des Etats-Unis, sans même avoir été entendus par les tribunaux et uniquement pour cette raison qu'ils étaient socialistes ou membres de l'I.W.W. Parmi les travailleurs ainsi maltraités, les Russes étaient considérés par le gouvernement comme étant de beaucoup les plus dangereux. A New-York, par exemple, cinq jeunes Russes, quatre jeunes gens et une jeune fille, furent arrêtés et traduits en justice sous l'inculpation d'avoir imprimé et propagé une feuille dans laquelle ils accusaient d'hypocrisie la politique d'expansion et de spoliation des Etats-Unis en Sibérie. L'un de ces jeunes gens, Jacques Schwartz, a été assassiné à coups de poings pendant l'interrogatoire et la fouille qu'on lui a fait subir au poste de police ; les quatre autres ont été condamnés à vingt-cinq ans de prison. La police envahit à quatre reprises, la « Maison du Peuple » russe de New-York, et toute l'œuvre d'instruction et d'éducation de cette Maison a été complètement anéantie par ces actes de violence.

La presse bourgeoise déchaîna une campagne de provocation des plus furieuses contre toutes les organisations socialistes ou ouvrières et contre leurs agents de propagande. Chaque grève fut représentée par ces journaux comme un attentat cherchant à renverser de vive force le gouvernement des Etats-Unis. Les deux branches de la haute administration américaine, notamment les gouvernements fédéraux et le gouvernement central, ont créé des commissions chargées d'enquêter sur le « bolchevisme » ; ces commissions ne faisaient comparaître devant elles, en qualité de témoins, que des personnes manifestement hostiles aux Soviets et des contre-révolutionnaires dont les dépositions furent ensuite imprimées, — titres en caractères gras ! — dans tous les journaux bourgeois. En même temps, le Directeur général des Postes, chaque fois qu'il le jugeait utile et nécessaire, ôta à la presse socialiste et ouvrière les moyens de communication et d'information ; et il était inutile de protester contre ses décisions dont il n'expliquait jamais les motifs. Quant aux journaux publiés en langues étrangères, ils furent tous soumis à une censure préalable.

L'atmosphère de répression créée par cette terreur blanche a facilité aux capitalistes la destruction des organisations ouvrières. Le ministère du Travail de Guerre, sorte de commission d'arbitrage instituée par le gouvernement, se trouvait sous le contrôle d'éléments libéraux et se montrait très favorable aux intérêts des travailleurs. Mais bien que ce ministère eût derrière lui tout le pouvoir gouvernemental, et que ses décisions fussent obligatoires, les grands capitalistes refusaient de s'y soumettre, alors que les ouvriers leur devaient une obéissance complète et se voyaient mobilisés militairement, tout comme en Russie sous le régime du tsar. Les restrictions établies par les trade-unions étalent violées ; les fabricants et les industriels se mirent à remplacer les ouvriers qualifiés, hautement rétribués, par des travailleurs peu expérimentés et non qualifiés. Ainsi, par exemple, l'Union des Mécaniciens se composait d'ouvriers spécialistes hautement payés. A Bridgeport, centre très important d'industrie militaire, les mécaniciens maintenaient le système de la *closed shop* (« boutique fermée »). Mais au cours de la guerre, les manufacturiers ont engagé et mis au travail des ouvriers de peu d'expérience et médiocrement salariés, en leur faisant exécuter à chacun le quart du travail d'un mécanicien spécialiste, et en mettant ainsi quatre ouvriers basement rétribués et n'appartenant pas à l'Union des Mécaniciens à la place de travailleurs hautement rétribués. De cette manière, l'adresse et l'expérience professionnelles de vieilles trade-unions se trouvèrent anéanties et leur puissance fut ruinée. D'un autre côté, le coût de la vie, prix des vivres, etc., quoique contrôlé par le gouvernement, augmentait sans cesse et atteignit enfin un niveau tel que même les salaires militaires très élevés ne suffirent plus pour vivre, ce qui rendit nécessaires d'incessantes augmentations de tarifs et donna lieu à des grèves systématiques.

Toutes ces grèves rencontraient l'opposition des administrateurs officiels des trade-unions qui, tous, occupaient des postes élevés dans le mécanisme militaire du gouvernement. Ils virent tout de suite que ces grèves de forme nouvelle — grèves sans l'autorisation des administrations, grèves de sympathie, avec une tendance à la grève générale — menaçaient l'existence même des trade-unions et celle de leurs propres affaires... La Fédération Américaine du Travail (A.F.L.) compte environ cent cinquante unions industrielles, ayant chacune ses propres administrateurs grassement payés, et ses propres contrats et arrangements avec les fournisseurs de commandes. Quand une union ouvrière se mettait en grève, les autres poursuivaient leur travail et, parfois, remplaçaient même les grévistes. La tendance vers une action commune, qui se manifestait parmi les ouvriers spécialistes et à laquelle ceux-ci initiaient la masse des ouvriers non qualifiée, qu'ils conduisaient et dirigeaient, menaçait la puissance des unions bureaucratiques. Aussi ont-elles fait cause commune avec les capitalistes contre le « bolchevisme ». Samuel Gompers a inauguré la grande campagne du « travail organisé » contre le « bolchevisme », et, comme suite, de nombreuses unions ouvrières et professionnelles, qui s'étaient mises en grève pour des raisons purement économiques et sans l'autorisation de leurs administrateurs officiels, ont été suspendues dans leur activité et même expulsées de la Fédération Américaine du Travail.

La guerre terminée, la terreur blanche n'a pas cessé de faire rage dans le pays ; elle a même revêtu

un caractère encore plus sévère qu'auparavant. Aucun programme de réorganisation ou de démobilisation de l'industrie n'a été élaboré aux Etats-Unis. Au moment où l'armistice fut signé, l'industrie de guerre tomba en jetant dans la rue des milliers d'ouvriers. En même temps, le contrôle que le gouvernement exerçait sur les prix de vente des denrées alimentaires fut supprimé, et les prix de tous les articles de première nécessité firent un saut extraordinaire. De nombreuses entreprises, particulièrement dans l'industrie textile, réduisirent également et d'une façon inattendue les salaires de leurs ouvriers, forçant ceux-ci à se mettre en grève, ce qu'ils firent sans le concours d'autres unions professionnelles et, assez souvent même, contre les ordres officiels. Les manufacturiers, profitant de la stagnation des affaires que la fin de la guerre avait déterminée, incitaient les ouvriers à la grève, dans le but de décimer complètement leurs rangs. Simultanément, les « gardes blanches », qui avaient cessé d'être des institutions officielles, commirent de nouveaux actes de terrorisme à l'égard des ouvriers. Des soldats rapatriés et qui n'avaient pu trouver aucun travail dans le pays, furent payés pour disperser les meetings socialistes et pour faire des raids dans les centres ouvriers. Des bandes nombreuses de soldats ivres cernaient donc les meetings socialistes et rouaient de coups tous ceux qu'ils prenaient pour des militants. De leur côté, la police privée et les détectives au service des grandes entreprises industrielles inaugurèrent une série d'assassinats. Plusieurs organisateurs et propagandistes de la Fédération Américaine du Travail tombèrent sous leurs coups.

La paix signée, les capitalistes se sont empressés de légaliser la terreur blanche. Dans la plupart des villes d'un grand nombre d'Etats américains, le fait d'arborer un drapeau rouge est considéré comme un acte illégal, très sévèrement puni. En seize Etats, une « loi pénale syndicaliste » promulguée punit de longue détention tous ceux « qui se seront prononcés pour le renversement du gouvernement ou pour la suppression de la propriété privée, ou, tous ceux qui seront trouvés porteurs de pamphlets ou de journaux se prononçant dans le même sens ». Thomas Mooney, dont l'innocence n'est plus en doute, est toujours en prison, condamné à la détention perpétuelle. Cependant, l'homme qui a assassiné Frank Little, l'organisateur de l'I.W.W., n'a subi jusqu'ici aucun châtement. Les administrateurs du *Copper Trust* (Trust du Cuivre), qui ont déporté au désert d'Arizona les grévistes de l'I.W.W., sont toujours libres. Des centaines de socialistes et de membres de l'I.W.W. pourrissent dans les prisons où ils sont odieusement brutalisés. De nombreux militants y sont morts, d'autres se sont suicidés, d'autres encore sont devenus fous. Et jetant bas le masque qu'il portait, le gouvernement fédéral envoie lui-même des troupes pour réprimer les grèves...

Le capitalisme, en Amérique, est à son déclin. Les événements qui vont se produire dépendront entièrement de l'intelligence et du courage des travailleurs. Si ces derniers ne sont pas encore prêts à agir, les capitalistes établiront sur l'immense masse des ouvriers, croupissant dans un véritable esclavage, une dictature militaire avouée. La seule alternative contraire est la dictature du prolétariat.

Je dirai, dans un autre article, à quel point les ouvriers d'Amérique se sont réveillés de leur sommeil.